

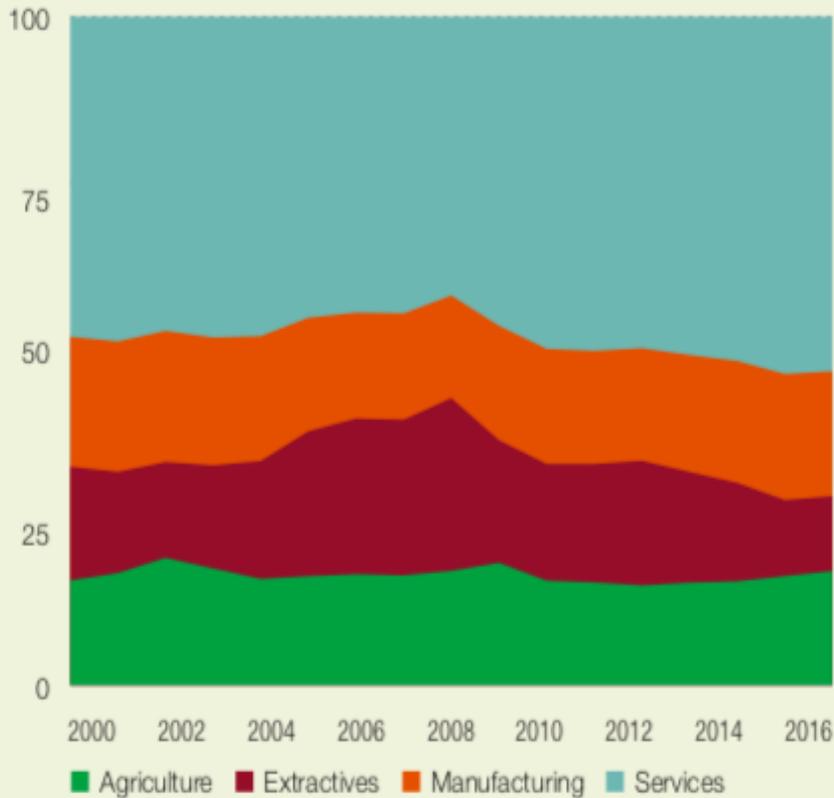


**Session 2 : Tendances en matière de disponibilité des ressources et
dépenses du secteur de la sécurité**

Luka Kuol, PhD

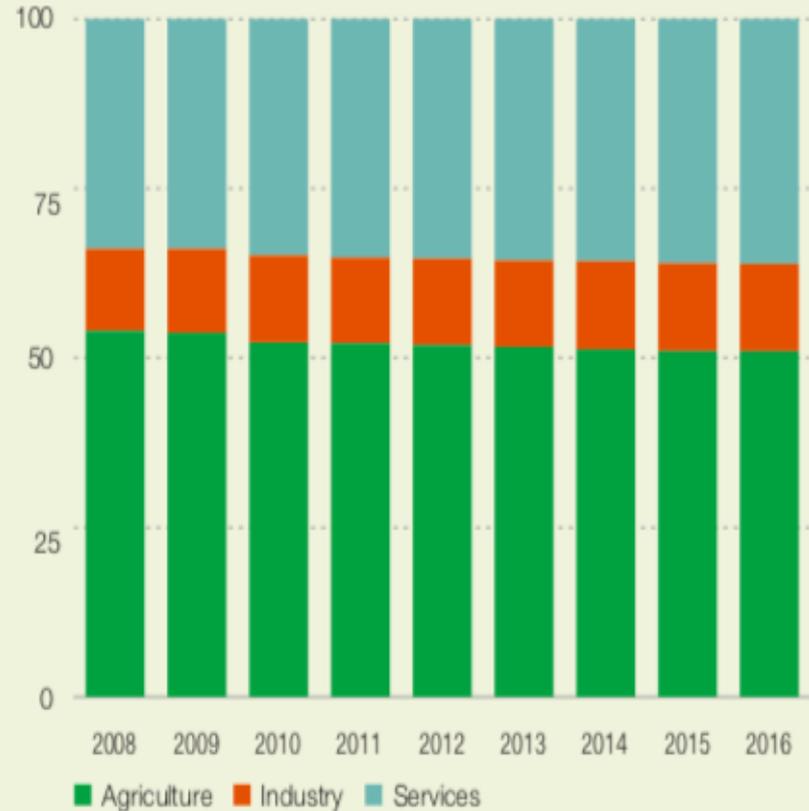
La structure des économies

Pourcentage a. Industries extractives incluses



Source : statistiques de la BDA

Pourcentage a. L'emploi par secteur en Afrique, 2008-16

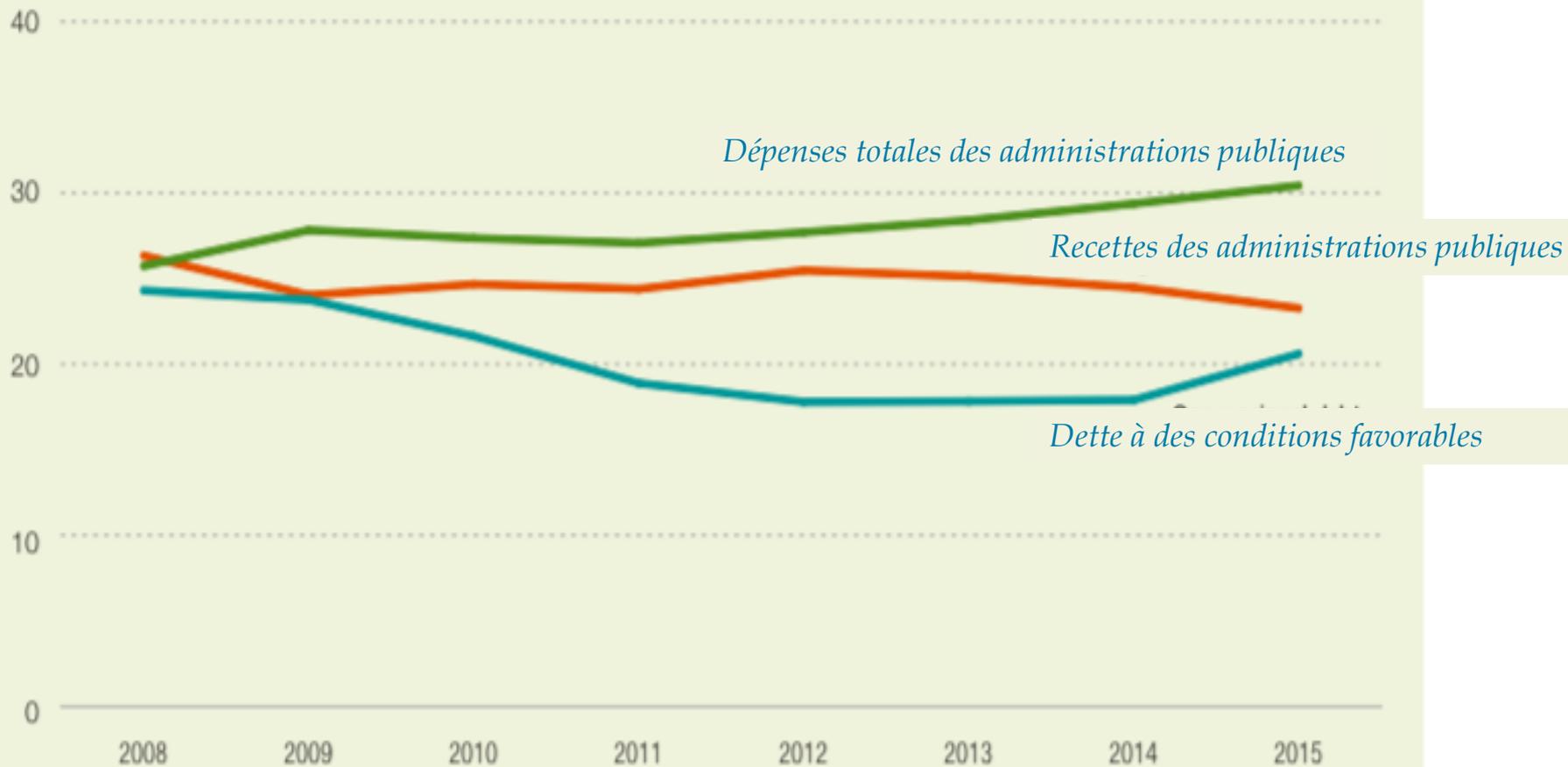


Source : statistiques de la BDA

Source : Banque africaine de développement, 2018. « Perspectives de développement en Afrique 2018 ».

Tendances en matière de recettes, dépenses et dette en Afrique

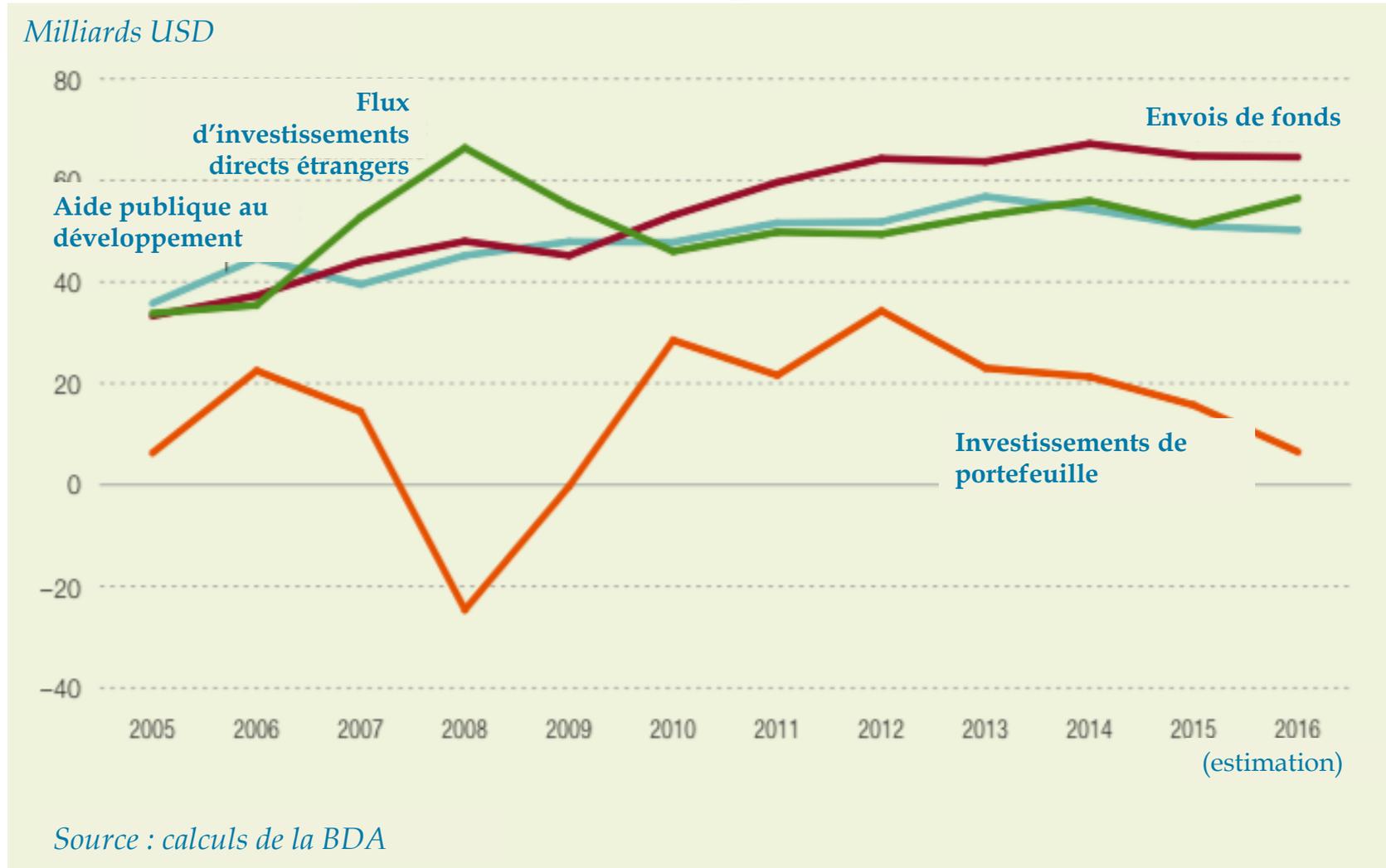
Pourcentage du PIB



Source : statistiques de la BDA

Source : Banque africaine de développement, 2018. « Perspectives de développement en Afrique 2018 ».

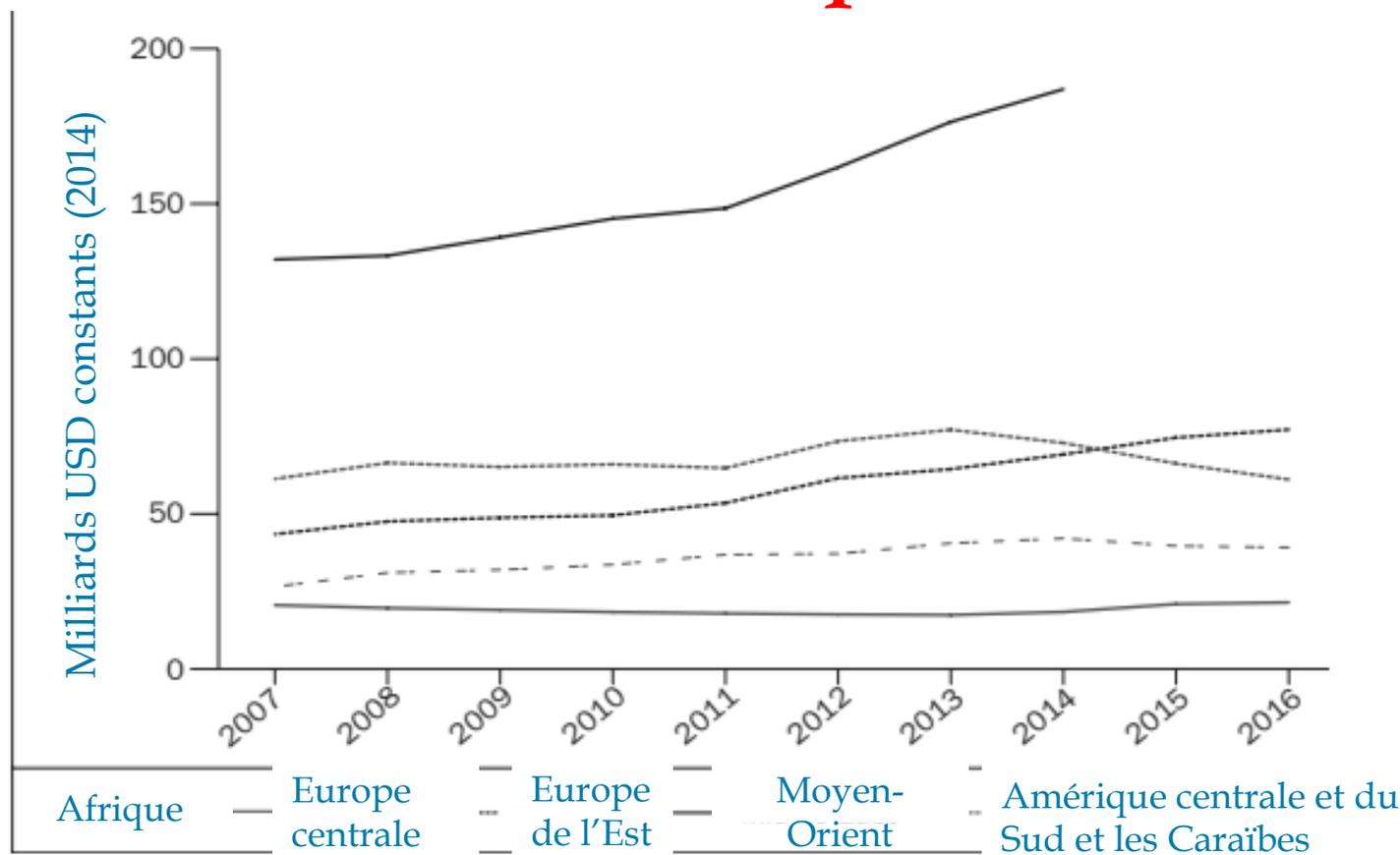
Financement de l'équilibre actuel des comptes en Afrique



Source : Banque africaine de développement, 2018. « Perspectives de développement en Afrique 2018 ».

Pourquoi contrôler les budgets de sécurité ?

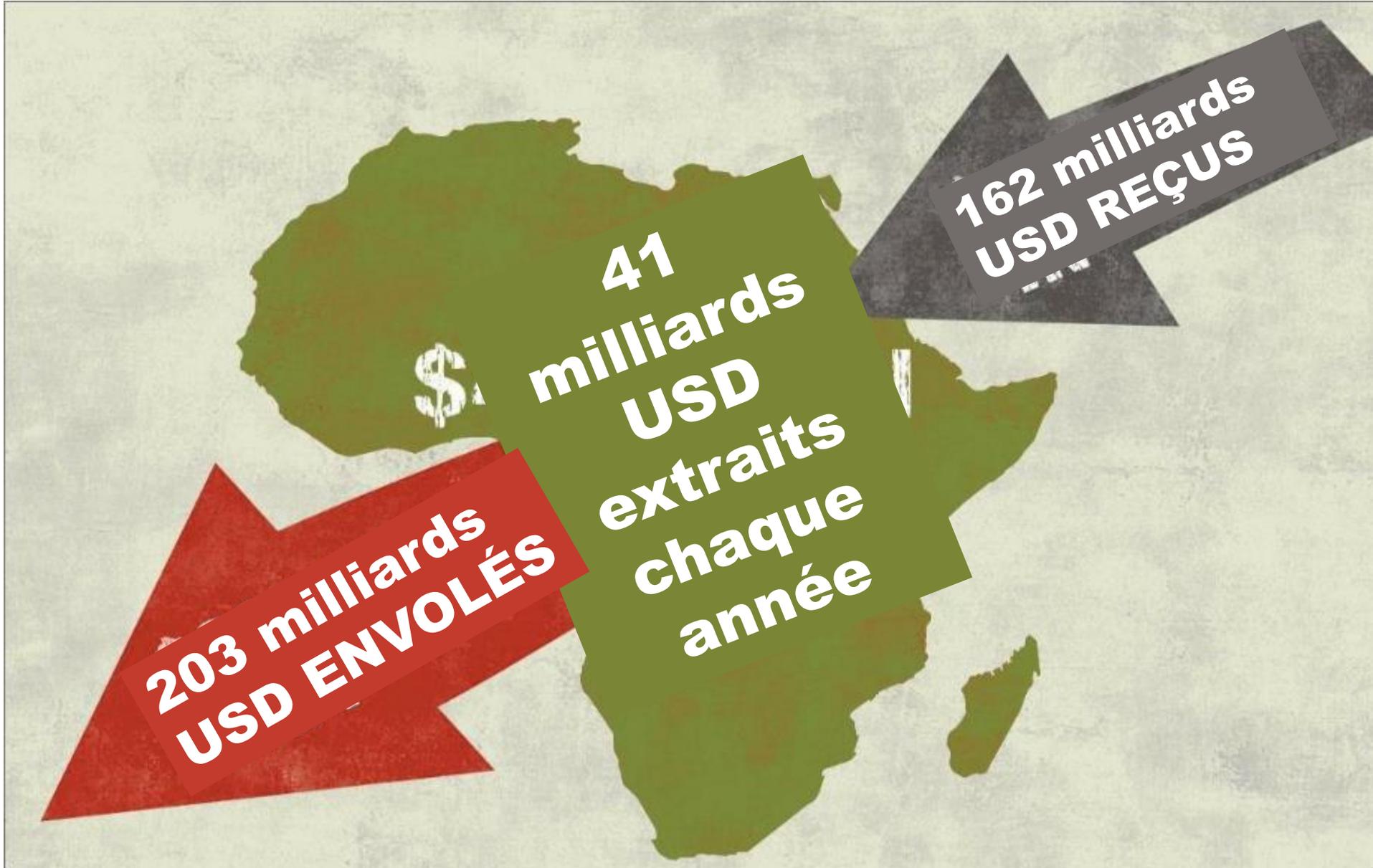
Tendances dans les dépenses militaires



Source : SIPRI, 2015

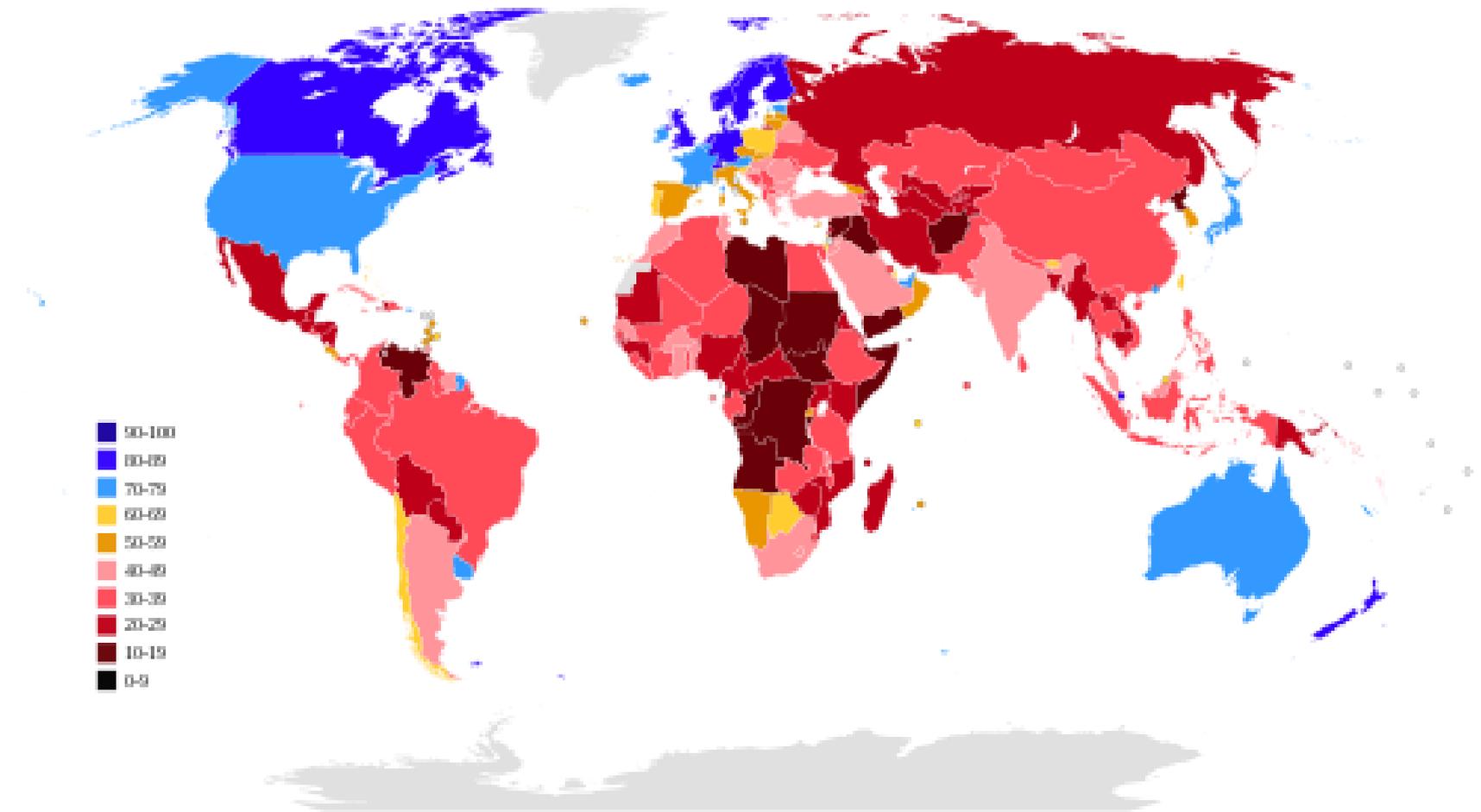


Mouvements financiers illicites en Afrique



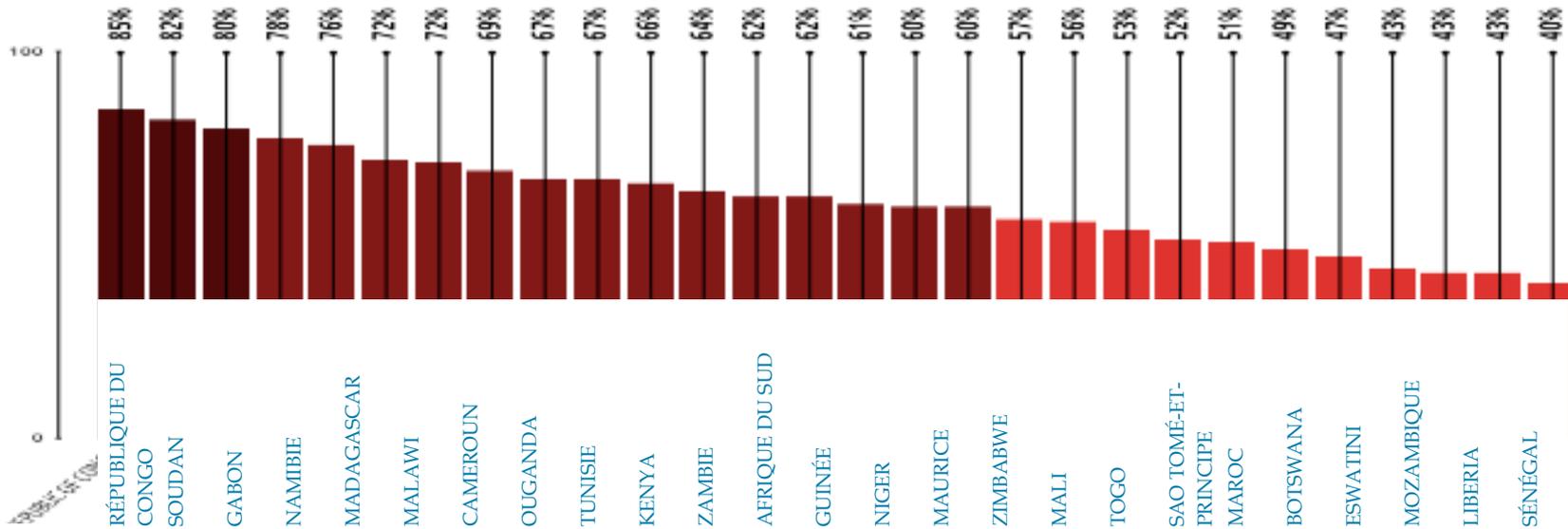
Source : indépendante, mai 2017 et rapport de Honest Accounts, 2017

Niveaux de l'indice de la corruption

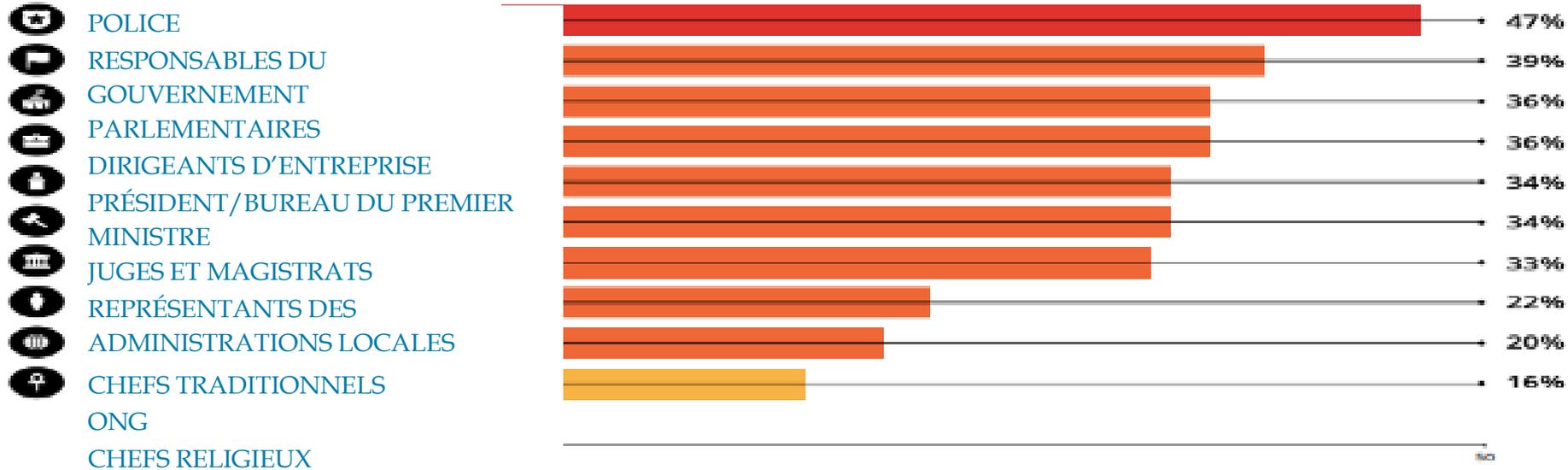


Source : Transparency International, 2018

Tendances du niveau de corruption dans les institutions



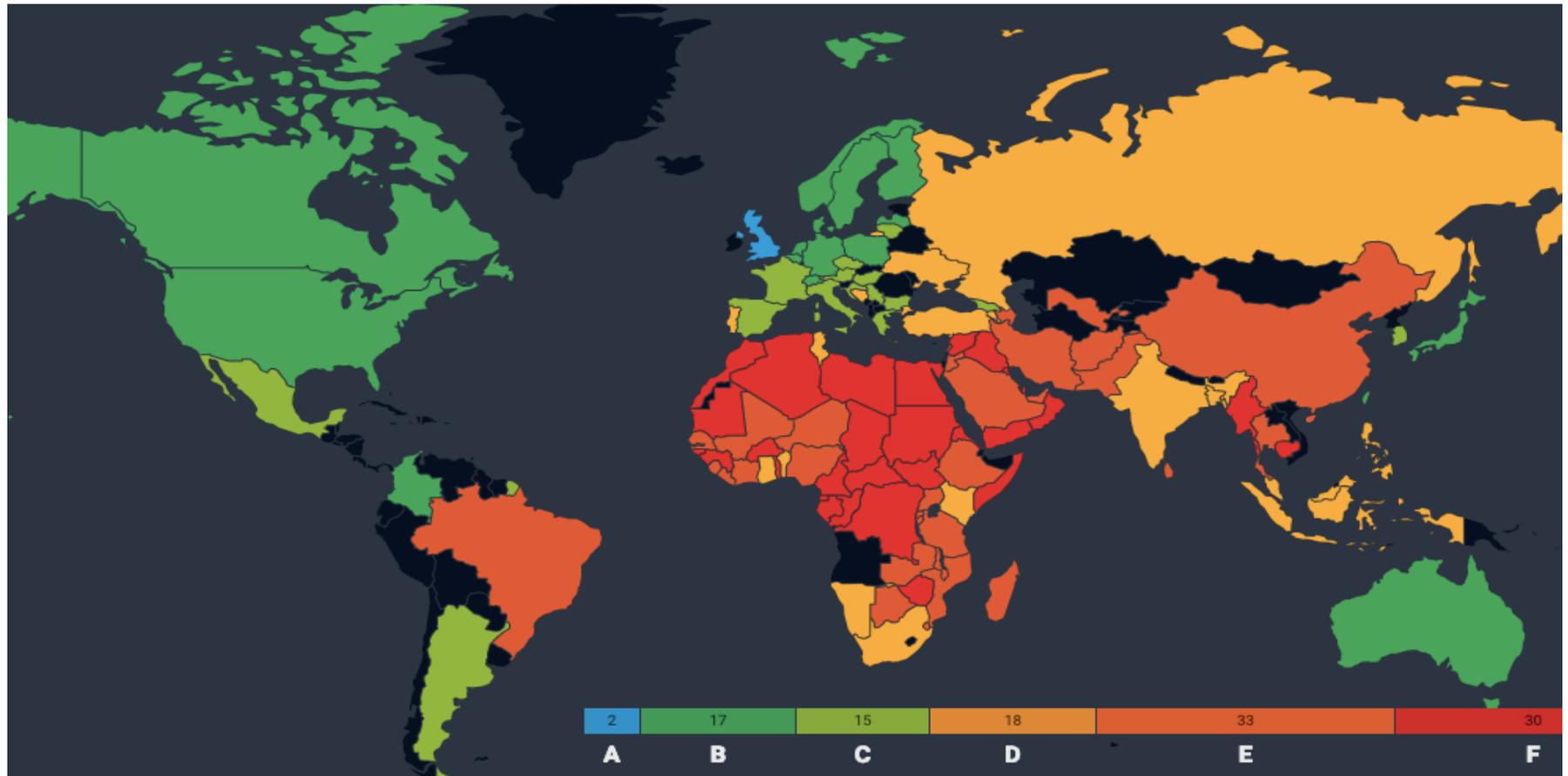
Pourcentage de personnes qui pensent que la majorité ou toutes les personnes appartenant à ces groupes ou institutions sont impliquées dans la corruption.



Source : Transparency International, 2019

Les dépenses de sécurité ont-elles été gérées de manière transparente ?

Indice de lutte contre la corruption dans la défense



Source : Transparency International, 2015

Quel est le niveau de corruption dans les dépenses de défense ou de sécurité ?

- Les deux tiers des parlements (82 pays) du monde n'assument pas leur rôle de surveillance de la corruption dans les secteurs de la défense ou de la sécurité.
- 85 % des parlements ne disposent pas de mécanismes efficaces d'examen des politiques de défense ou de sécurité.
- Sur les 82 pays ayant fait l'objet d'une étude, 14 présentaient des risques importants de corruption dans les secteurs de la sécurité ou de la défense, dont 8 pays (57 %) d'Afrique.
- Le coût mondial de la corruption dans le secteur de la défense est estimé à environ 20 milliards USD par an, une somme suffisante pour financer l'ODD 1 (coût de 217 milliards USD) qui concerne l'éradication de la pauvreté et de la faim.

Transparency International, Defense and Security, 2013



Pourquoi un tel niveau de corruption dans les dépenses de sécurité ?

FACTEURS POLITIQUES		
		0,11
Taux de participation (%)	-0,04	1,98
Caractère proportionnel du système électoral	1,07	3,69
Système présidentiel (0/1)	-7,31*	4,95
Libertés politiques (0/1)	19,17***	3,50
Régime bicaméral (0/1)	3,93	
FACTEURS MILITAIRES		
Taille des forces armées (échelle 0-2)	-2,13	2,84
Budget militaire élevé par habitant (0/1)	-9,16**	4,00
Dépenses militaires (0-2)	6,06*	3,18
AUTRES FACTEURS		
Vote obligatoire (variable de contrôle) (0/1)	-0,14	4,54
Développement (échelle, 0/1)	46,65***	14,37
Ordonnée	7,70	
Coefficient de détermination (R^2)	0,72	
Nombre de pays	76	



Comment réduire la corruption dans les dépenses de défense ou de sécurité ?

- Contrôle du budget/débats (loi d'affectation)
- Transparence budgétaire
- Audit externe
- Contrôle des politiques/débats
- Contrôle du budget secret
- Contrôle des services de renseignement
- Contrôle de l'approvisionnement

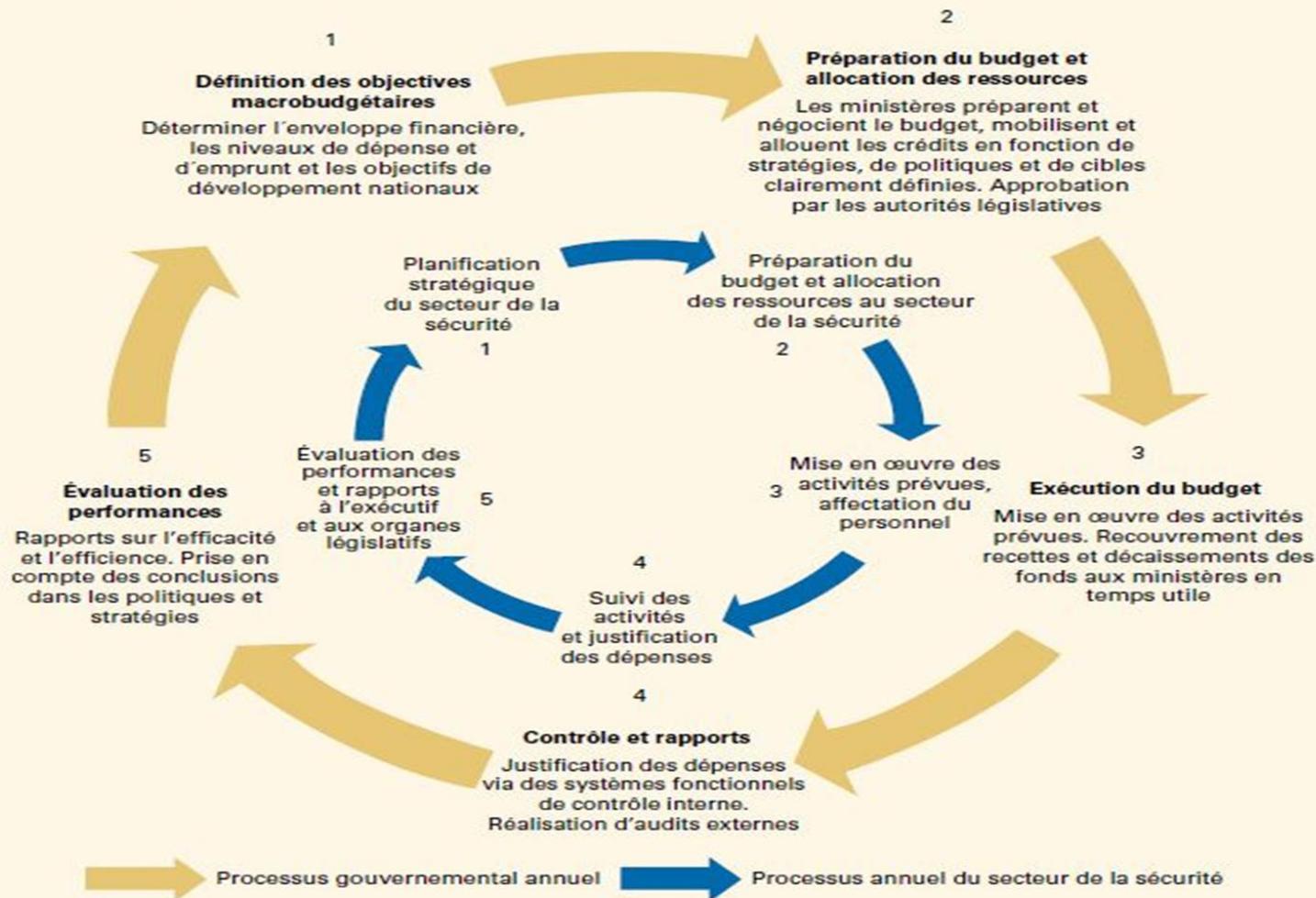
Transparency International, Defense and Security (en anglais), 2013



Outils permettant d'améliorer la transparence dans les dépenses de sécurité

Phases du cycle budgétaire

Graphique A.2 Le secteur de la sécurité dans le cycle budgétaire



Source : D'après Ball et Holmes 2002.

Securing Development (en anglais), Banque mondiale, 2017, P. 10

Outils permettant d'améliorer la transparence dans les dépenses de sécurité

Phases du cycle budgétaire

Phase du cycle budgétaire	Pratique internationale	Traitement différent de la défense ?
Élaboration et planification du budget	Les stratégies du secteur sont élaborées en fonction des prévisions de dépense, de la compétitivité sectorielle et de l'examen par le bureau du budget, avec la possibilité de fonds de prévoyance.	Le secret peut conduire à des pratiques d'évaluation et d'élaboration différentes. La pratique peut conduire à des écarts sensibles par rapport à la stratégie annuelle.
Examen législatif	Tous les postes sont soumis à un examen similaire et détaillée qui permet à l'organe législatif d'exercer un contrôle sur l'organe exécutif.	Le secret limite l'examen, en particulier dans les pays instables ou répressifs.
Exécution du budget	Les fonds sont dégagés selon les dotations avec des règles claires en cas de déficits.	L'exécution du budget suit des procédures spécifiques, comme pour les subventions globales, les comptes en séquestre, les rapports incomplets.
Surveillance et compte-rendu	Les dépenses sont communiquées au bureau comptable, à l'organe législatif, notamment les rapports financiers et opérationnels annuels.	La communication des dépenses et les rapports financiers n'est pas différente pour la défense. Toutefois, les rapports opérationnels sont couverts par le secret.
Audit externe	Toutes les dépenses sont soumises à un audit externe, exécuté ou dirigé par l'organe législatif.	Les audits peuvent avoir lieu à huis clos ou être affaiblis en raison du secret, mais dans certains cas sont remplacés par des audits internes robustes.

Securing Development (en anglais), Banque mondiale, 2017, P. 10



Points importants à retenir

- En dépit d'une hausse relative des dépenses de sécurité, les citoyens ne se sentent pas en sécurité en Afrique.
- En raison d'une hausse prévue des dépenses de sécurité à la place du financement des ODD, la plupart des pays africains ne sont guère susceptibles d'atteindre ces objectifs, notamment l'ODD 16 qui concerne la paix, la justice et les institutions fortes.
- Toutefois, les pays africains ont maintenant la possibilité de concevoir des stratégies de sécurité nationales inclusives et axées sur le citoyen qui peuvent non seulement apporter la sécurité mais aussi créer un environnement propice à la création d'emplois pour les jeunes et la justice.





**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

www.africacenter.org